

Article 29 du Règlement

M. Clark (Brandon—Souris): Nous avons des taux d'intérêt de 20 p. 100.

M. Schellenberger: Oui, nous nous en sommes donnés à coeur joie avec les taux d'intérêt. Il a fallu que ce gouvernement adopte ce programme que nous avons annoncé bien avant l'élection pour résoudre les très graves problèmes que connaissent les agriculteurs depuis bien longtemps.

M. Orlikow: Sont-ils maintenant tous résolus?

M. Schellenberger: Non, nous avons encore beaucoup à faire mais nous ne ménageons pas nos efforts. Nous savons qu'il y a des difficultés. Je voudrais énumérer aux députés certains des programmes qui ont été mis en place pour aider l'agriculture.

M. Axworthy: Sinon, nous le ferons.

M. Schellenberger: Nous parlons d'engagement. Au cours des cinq prochaines semaines, un montant de 1,3 milliard de dollars sera adressé par courrier aux agriculteurs de l'Ouest en vertu du programme de stabilisation concernant le grain de l'ouest et du programme spécial sur les céréales visant à aider les agriculteurs à ensemercer leurs champs.

M. Axworthy: Et l'agro-obligation, Stan?

M. Schellenberger: Nous y travaillons.

Une voix: Et le projet de loi sur l'ARAP?

M. Schellenberger: C'est mon projet de loi d'initiative parlementaire et je serais heureux si le député prenait la parole pour l'appuyer. Présentez-le et nous nous en occuperons.

M. Axworthy: Et la recherche en agriculture?

M. Schellenberger: Je ne sais si j'aurais le temps mais j'en parlerai également.

M. Axworthy: J'en parlerai de toute façon.

M. Schellenberger: Dans la déclaration de Prince Albert, nous avons dit que nous supprimerions l'impôt sur les gains en capital. Nous avons accordé une exemption de 500 000 \$ que nous avons étendue à la petite entreprise.

M. Foster: Vous l'avez fait pour tout le monde.

M. Schellenberger: Absolument. Nous ne faisons pas de favoritisme.

Nous avons supprimé la taxe de vente sur les carburants agricoles, lesquels ont été réduits et économisent aux agriculteurs qui exploitent 1 200 acres quelque 5 000 \$ par an. Nous avons annoncé que nous modifierions le programme de stabilisation concernant le grain de l'ouest pour que les agriculteurs puissent recevoir l'argent lorsqu'ils en ont besoin soit au début de l'année-récolte. Cela les aide énormément cette année. Une somme de 705 millions de dollars doit être envoyée aux agriculteurs, le 20 avril 1987.

Nous avons dit que nous modifierions la Loi sur le transport du grain de l'ouest en supprimant le plafond du volume et en bloquant les tarifs. Nous l'avons fait. Non seulement le tarif est bloqué, mais il a été ramené à 6 \$ en moyenne la tonne, ce qui a facilité grandement l'expédition des céréales à l'extérieur de cette région.

Nous avons promis d'augmenter les ventes et d'élargir nos marchés pour les céréales. Nous l'avons fait, même par ces temps difficiles d'excédents mondiaux où la CEE aide ses agriculteurs à raison de 36 milliards de dollars et où chacun des

états de la communauté leur apporte une aide probablement équivalente, de sorte que quelque 70 milliards de dollars sont versés aux 11 millions d'agriculteurs de la communauté européenne. Or la Communauté européenne compte 340 millions et quelques de contribuables.

Prenons l'économie américaine. Cette année, quelque 24 milliards de dollars permettront aux agriculteurs d'exporter leurs denrées pour essayer de s'approprier des débouchés. Que faisait pendant tout ce temps-là la Commission canadienne du blé? Elle vendait nos produits et élargissait notre part du marché. Elle ne permettait pas que nos entrepôts restent pleins comme à l'époque du régime libéral qui avait compté un contingent total de quatre boisseaux en un an. Ensuite nous avons eu un premier ministre qui a déclaré aux gens de l'ouest canadien qu'il ne voyait pas pourquoi il devrait vendre leurs céréales. Voilà à quoi nous avons eu droit, sous la direction du parti libéral. Mais l'actuel premier ministre (M. Mulroney) n'a pas réagi de cette façon car, d'après lui, notre problème découle des subventions agricoles qui sont accordées à l'étranger, et il estime que nous devrions régler la question lors des négociations du GATT. Quelle est la situation, monsieur le Président? C'est là la source de nos problèmes. Nous prenons les devants. Nous n'allons pas dire aux agriculteurs de l'Ouest que nous n'avons pas à nous charger de vendre leur grain. Or que faisait-on à l'époque pour ces agriculteurs?

M. Gustafson: Ensuite nous avons eu le programme de réduction des stocks de céréales.

M. Schellenberger: Nous avons beaucoup d'exemples de ce genre de mesures.

M. Axworthy: C'est mieux que les souliers Gucci.

M. Schellenberger: Grâce à notre premier ministre, quand les agriculteurs ont été en difficulté, nous leur avons offert une aide d'un milliard de dollars. Nous avons promis d'intervenir, par le biais du ministre des Finances (M. Wilson) dans son budget, si les agriculteurs devaient éprouver le même genre de difficulté lors de la prochaine campagne agricole. Le ministre de l'Agriculture (M. Wise) a promis de ne négliger aucun effort. Compte tenu de ce qui s'est produit dans le passé, j'accepterais n'importe quand ce genre d'engagements et de promesses de préférence à ce que nous ont donné les deux partis d'en face. C'est un engagement sérieux. L'enveloppe de l'agriculture a été plus que doublée. Ces crédits ont d'abord été augmentés de moitié la première année et cette année, nous les augmentons de 60 p. 100. Il suffit que les taux d'intérêt diminuent de seulement 1 p. 100 pour épargner aux agriculteurs 130 millions de dollars. Or de combien les taux d'intérêt ont-ils baissé depuis deux ans? Ils ont baissé de 4 points de pourcentage ce qui est une économie pour les agriculteurs.

M. Blackburn (Brant): Les taux de change sont fixés aux États-Unis, et non pas au Canada.

M. Schellenberger: Nous avons pris des centaines d'engagements. Je félicite la Chambre des communes de nous avoir accordé sa collaboration. Le ministre de l'Agriculture et le ministre chargé de la Commission canadienne du blé (M. Mayer) proposent cette mesure dans le but d'aider les agriculteurs. Des centaines des mesures ont été adoptées à la Chambre pour venir en aide aux agriculteurs grâce à notre gouvernement. A entendre les gens parler des difficultés du secteur